

DE : Monsieur Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice

Le 22 décembre 2023

TITRE : Projet de règlement concernant les modalités d'accès à une copie de l'acte de naissance primitif et des jugements ayant trait à l'adoption aux fins de l'article 583 du Code civil

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. Contexte

Le 8 juin 2022, la *Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil* (2022, chapitre 22) (Loi 22) a été sanctionnée.

Cette loi prévoit notamment un élargissement des règles relatives à la connaissance des origines en matière d'adoption.

2. Raison d'être de l'intervention

L'article 93 de la Loi 22 a notamment remplacé l'article 583 du Code civil et la nouvelle disposition prévoit que tout adopté a le droit d'obtenir une copie de son acte de naissance primitif et des jugements ayant trait à l'adoption, et ce, selon les modalités déterminées par règlement du gouvernement. Il en est de même pour les descendants au premier degré de l'adopté décédé.

3. Objectifs poursuivis

Ce projet de règlement vise à prévoir les modalités d'accès à une copie de l'acte de naissance primitif et des jugements ayant trait à l'adoption.

4. Propositions

Il est proposé de prévoir que l'adopté doit obtenir une attestation des autorités chargées par la loi de lui révéler les renseignements pour pouvoir recevoir une copie de son acte de naissance primitif ou des jugements ayant trait à son adoption. Il en serait de même pour les descendants au premier degré de l'adopté décédé.

5. Autres options

Aucune autre option n'a été évaluée en regard des mesures proposées dans le règlement.

6. Évaluation intégrée des incidences

Les propositions permettraient d'assurer le respect de la confidentialité des renseignements dans les cas où il y aurait un refus à la communication de l'identité ou un refus au contact.

7. Consultation entre les ministères et avec d'autres parties prenantes

Le ministère de la Santé et des Services sociaux et le Directeur de l'état civil ont été consultés relativement aux mesures proposées.

8. Mise en œuvre, suivi et évaluation

Les mesures proposées au présent mémoire n'impliquent pas de démarches de mise en œuvre, de suivi ou d'évaluation.

9. Implications financières

Les mesures proposées au présent mémoire n'ont aucune incidence financière.

10. Analyse comparative

Les mesures proposées au présent mémoire ne nécessitent pas une analyse comparative.

Le ministre de la Justice,

SIMON JOLIN-BARRETTE